

## Juifs d'Europe centrale et orientale à l'ère du post-communisme

Par Esther BENBASSA\*

*L'actuelle présence juive en Europe centrale et orientale offre une image bien pâle de ce qu'elle fut avant la Shoah<sup>1</sup>. Alors centre névralgique du judaïsme mondial, cette région, en plein éveil depuis la chute du communisme, ne représente plus aujourd'hui une force considérable, tout au moins en termes démographiques, exception faite de la Russie, de la Hongrie, et de l'Allemagne, réunifiée en 1990. (Voir l'encart couleur page 2)*

La Hongrie, qui n'est pas un pays d'immigration, regroupe 70 000 juifs, survivants du génocide, dont 80% habitent la capitale Budapest<sup>2</sup>. L'Allemagne est quant à elle une destination privilégiée des émigrants russes, juifs ou non juifs accompagnés de conjoints juifs, attirés par les bonnes conditions d'insertion qui leur sont en général réservées. 70% des Juifs de Brême, Schwerin, Potsdam et Hambourg sont ainsi de langue russe. Ces nouveaux venus insufflent une énergie nouvelle à une communauté vieillie et font des Juifs d'Allemagne numériquement la troisième plus grande communauté européenne. A la fin de 1996, le judaïsme allemand était estimé, sans compter les personnes non affiliées à la communauté officielle, à quelque 61 000 âmes, dont 44 000 nouveaux venus, soit 38 000 immigrés russes auxquels s'ajoutent des Israéliens et des Juifs iraniens installés depuis les années 1970<sup>3</sup>. Les Juifs russes continuent à entrer dans le pays à un rythme de 700 par mois. Fin 1997, quelque 60 000

immigrés jouant la carte juive avaient été admis en Allemagne, parmi lesquels beaucoup de conjoints non juifs qui, d'emblée, ne sont pas comptabilisés dans les statistiques de la population juive. En 2000, leur nombre devait atteindre les 100 000. On est là bien loin des chiffres prévalant dans l'ancienne République démocratique, qui regroupait, entre 1950 et 1989, à peine 400 résidents juifs dont la moitié à Berlin-Est, tandis que l'Allemagne fédérale en abritait environ 30 000.

Les autres pays d'Europe orientale et balkanique ne sont pas logés à la même enseigne. Leur population juive tourne autour de 3 à 5 000, avec des variations extrêmes - 10 Juifs en Albanie et 18 000 en Moldavie.

Si, démographiquement, la " question juive " ne peut donc plus se poser comme elle pouvait le faire avant la Shoah, lorsque les communautés comptaient plusieurs centaines de milliers de

\* Directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études

<sup>1</sup> De l'hébreu *shoa*, "destruction, catastrophe". Terme par lequel on désigne désormais couramment en France le génocide des Juifs d'Europe pendant la Seconde Guerre mondiale.

<sup>2</sup> Site [http://www.hum.huji.ac.il/dinur/internetresources/jewish\\_communities\\_in\\_europe.htm](http://www.hum.huji.ac.il/dinur/internetresources/jewish_communities_in_europe.htm).

<sup>3</sup> Igor Reichlin, "Making Living - Jews in German Economic Life", dans Susan Stern (éd.), *Speaking Out. Jewish Voices from United Germany*, Chicago, Berlin, Tokyo, Moscou, Edition q, 1995, p. 223; on peut également lire dans le même livre d'autres articles fort éclairants sur le sujet. Voir aussi Susan Stern, *Jews in Germany Today 1995 and 1997. Dynamic Growth, Dramatic Change*, Bonn, In-Press, 1997; Ernst Cramer, *Germany and the Jews 50 Years After the Holocaust*, New York, The American Jewish Committee, 1992; se reporter au site cité ci-dessus.



Synagogue de Pécs, Hongrie. Tiré de "Shalom", publication du Hungarian Travel Magazine 1024, Budapest

membres, elle ne s'en maintient pas moins politiquement sous des formes qui convergent dans la plupart de ces pays et qui puisent aux sources d'un antisémitisme fortement ancré au sein des populations locales. L'antisémitisme sans Juifs n'est pas imaginaire mais bien réel dans le contexte de l'après-communisme. Ce phénomène a abondamment nourri les écrits des chercheurs qui se sont consacrés à l'étude de ces sociétés depuis 1989, guidés par le lourd héritage d'un passé si présent encore dans la transmission de pans entiers de l'histoire des Juifs. L'obsession de la Shoah et de l'antisémitisme qui ne cesse de s'aggraver un peu partout contribue elle aussi à renforcer ce biais. Et cette pléthore de travaux sur l'antisémitisme a pu masquer les autres aspects de l'évolution des communautés juives, même fantomatiques, de ces régions. Il n'en reste pas moins vrai que le Juif est toujours défini comme tel par l'extérieur, y compris lorsqu'il n'a plus d'attaches avec la religion et la culture de ses ancêtres. On continue à rester juif malgré soi et à peser comme tel dans le jeu politique, avec tout ce que cela représente dans l'imaginaire des autochtones.

Un bref retour en arrière n'est donc pas inutile pour comprendre les déploiements de la question juive dans une ère post-communiste qui se ressource dans ce passé où nationalisme et antisémitisme faisaient bon ménage, ou qui tout au moins se positionne par rapport à lui.

## UNE LONGUE HISTOIRE

La vie juive en Europe centrale, orientale et balkanique fut détruite par les Nazis pendant la Seconde Guerre mondiale; il ne lui resta aucune chance de résurrection sous le stalinisme.

En Europe orientale, la présence juive est pourtant vieille d'un millénaire. Elle se nourrit de vagues d'immigration issues d'Europe occidentale et centrale, provoquées par les mesures anti-juives. Appelés *Ostjuden*, ces " Juifs de l'Est " donnèrent progressivement naissance à une expression culturelle et religieuse propre, qui les distingua de leurs frères de l'Ouest. Ils se regroupaient dans les grandes cités en communautés compactes ou étaient dispersés dans les petites villes et villages à travers la campagne, se constituant d'une petite couche de marchands et artisans aisés et d'une majorité vivant péniblement au quotidien. Dans les Balkans, la majeure partie des Juifs était arrivée après l'expulsion de la péninsule Ibérique en 1492, au fil d'une immigration qui s'étala jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle et qui comporta aussi des crypto-juifs souhaitant revenir à la religion de leurs ancêtres dans un environnement musulman les faisant échapper aux rigueurs connues en terre chrétienne au long du Moyen Âge. L'aire culturelle juive balkanique, de langue judéo-espagnole, était donc majoritairement

sépharade<sup>4</sup>, avec une minorité ashkénaze<sup>5</sup> dans ses régions frontalières avec l'Autriche-Hongrie<sup>6</sup>.

Les Juifs d'Europe de l'Est étaient eux majoritairement ashkénazes et parlaient le yiddish<sup>7</sup> dans ses différentes variantes locales, et leur spécificité ne les empêcha pas de rester longtemps culturellement proches de leurs coreligionnaires occidentaux. À l'ère contemporaine, c'est leur degré d'assimilation aux sociétés environnantes qui allait les distinguer. Tandis que les Juifs de l'Ouest avaient bénéficié des premières mesures d'ouverture avec les *Toleranz Patenten* promulguées par Joseph II, chef de l'Empire des Habsbourg, entre 1781 et 1789, puis de l'émancipation, en France dès 1790-1791 et progressivement dans le reste de l'Europe centrale au cours du XIXe siècle, les Juifs d'Europe de l'Est n'avaient toujours pas été émancipés au début du XXe siècle. Ce "retard" pesa d'un poids décisif sur le degré d'intégration à la société environnante et sur les relations avec le monde chrétien. Les Juifs de l'Est restèrent longtemps proches de la tradition, malgré tous les mouvements de rejet et de révolte que celle-ci suscita parmi eux. L'orthodoxie domina largement jusqu'à la guerre et l'intégration ne toucha qu'une petite minorité, recrutée dans les strates supérieures, à la différence des Juifs de l'Ouest qui s'engagèrent rapidement et massivement sur la voie de l'intégration et de l'acculturation.

Dans l'Empire ottoman, auquel étaient soumises les terres balkaniques, les Juifs avaient eu pendant des siècles le statut de *dhimmis*, qui, contre le paiement de la taxe de capitation et de divers impôts, leur garantissait toute une série de privilèges, notamment une relative autonomie leur permettant de vivre et de s'organiser selon leur rite et selon leur droit. La naissance des nouveaux États-nations au XIXe siècle, avec l'éclatement de

l'Empire, remodèle l'aire culturelle sépharade, désormais divisée et tenue de s'adapter aux nouvelles conditions. Les nationalismes ambiants se substituaient au positionnement par confessions qui avait été le principe politique des Ottomans. C'est dans ce contexte profondément remanié que les Juifs furent confrontés à l'antisémitisme qui accompagna les nationalismes locaux victorieux. Un élément de taille fut le fait de passer d'une domination musulmane à une domination chrétienne. Ce passage ne se fit pas sans heurts. La grande majorité opta pour l'occidentalisation, l'apprentissage de langues étrangères, les habitudes vestimentaires et les manières européennes, tout en restant proche de la vie traditionnelle. Parallèlement, les Juifs des Balkans développèrent eux-mêmes des réponses nationalistes en se rangeant aux côtés des sionistes, parfois majoritairement, comme les Juifs bulgares qui finirent par partir massivement pour l'État d'Israël après sa fondation.

Le nationalisme en Europe de l'Est et dans les Balkans ne servit pas seulement à légitimer l'autodétermination nationale, mais aussi à propager l'idée que l'ethnicité était le principe le plus adapté à la formation de l'État. Les États-nations qui commencent à naître dans les Balkans et en Europe de l'Est à partir de la seconde moitié du XIXe siècle puis au lendemain de la Première Guerre mondiale ne se départissent pas de ce nationalisme, dans des régions où au moins le tiers de la population appartient à des groupes minoritaires, dont plus de 5 millions de Juifs sur une population de presque 100 millions d'âmes. La position de ces derniers ne fait que se détériorer avec la fin des Empires multinationaux, par essence capables de gérer les minorités. Dans ces contextes multi-ethniques, le nationalisme de la nation dominante sert désormais de fondement au nouvel État<sup>8</sup>. Ainsi, avant la guerre, la Pologne

<sup>4</sup> Dans la langue hébraïque médiévale, *Sefarad* désigne la péninsule Ibérique. Sont sépharades les communautés juives de la Péninsule ou issues de la Péninsule, avant ou après l'expulsion des Juifs d'Espagne de 1492. Aujourd'hui, par extension et en raison de contacts culturels anciens et d'une relative communauté de rites, sont appelés sépharades tous ou presque tous les Juifs non ashkénazes. Dans cet article, nous utilisons ce terme dans son sens premier (judéo-ibérique).

<sup>5</sup> Dans la Bible, Ashkenaz est le fils de Gomer (Gn 10, 1-3). Les sources talmudiques identifient déjà ce personnage, fils de Japhet et petit-fils de Noé, à la Germanie, et dès le XIe siècle, *Ashkenaz* désigne la Lotharingie. Le terme en est venu à désigner les communautés juives principalement originaires d'Europe centrale et orientale et généralement de tradition yiddishophone.

<sup>6</sup> Sur l'histoire de l'aire culturelle judéo-espagnole des Balkans, voir Esther Benbassa et Aron Rodrigue, *Juifs des Balkans. Espaces judéo-ibériques, XIVe-XXe siècles*, Paris, La Découverte, 1993.

<sup>7</sup> Né il y a environ un millénaire en Rhénanie, constitué de trois éléments: germanique, roman et hébraïque, et s'écrivant en caractères hébraïques, le yiddish est la langue juive d'"*Ashkenaz*", à savoir des pays germanophones. Au gré des expulsions et des persécutions, son usage s'est déplacé vers l'Est où il s'est doté d'éléments slaves empruntés aux langues locales. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, les deux tiers de la population juive mondiale (soit environ onze millions d'individus) parlaient le yiddish.

<sup>8</sup> Les développements d'André W. M. Gerrits à ce sujet dans son article "Paradox of Freedom: The Jewish Question in Postcommunist East Central Europe" (dans Ian M. Cuthbertson et Jane Leibowitz (éds), *Minorities: The New Europe's Old Issue*, Prague, Budapest, Varsovie, New York, Atlanta, Institute for East-West Studies, 1993) sont très intéressants. Voir particulièrement les pages 99-103.

abritait 3,5 millions de Juifs, ce qui représentait 10% de la population totale. Cette présence massive ne permettait pas pour autant d'être à la fois Polonais et Juif. Même convertis, les Juifs étaient considérés par les Polonais catholiques, le groupe dominant, comme des étrangers. Ce qui favorisait les phénomènes de rejet mutuel et influait sur la perception que les Juifs avaient d'eux-mêmes. En dépit de cette "étrangeté", une large part de la culture polonaise des décennies qui précédèrent la guerre avait été produite par des Juifs polonais acculturés<sup>9</sup>.

Les Juifs hongrois n'avaient pas suivi le même itinéraire. Leur évolution ressemble davantage à celle des Juifs de l'Ouest européen. En 1881, 59% des Juifs vivant en Hongrie considéraient le hongrois comme leur langue maternelle. En 1900, 71% des Juifs étaient de langue maternelle hongroise et 75,5% en 1910, contre seulement 54,5% des catholiques<sup>10</sup>. Ils avaient également réformé leur culte et à la fin de Grande Guerre le mouvement réformé juif modéré (*Neolog*) dominait la vie religieuse, et non plus l'orthodoxie, longtemps omnipotente. Ajoutée à cette évolution, la sécularisation, largement répandue, contribua à accé-



Synagogue de Szeged, Hongrie. L'arc du Covenant.  
Tiré de "Shalom".

lérer l'acculturation. Les Juifs se percevaient comme différents des Hongrois seulement au niveau de la dénomination religieuse. Hormis ceux qui tenaient à préserver leur identité juive traditionnelle, ils se définissaient comme des Hongrois juifs ou de confession mosaïque, et non plus comme des Juifs hongrois. Reste qu'à l'âge du nationalisme, au lendemain de la Grande Guerre, seuls ceux qui étaient considérés comme les représentants légitimes de la nation avaient des chances d'accéder à l'élite dirigeante. Ainsi, ce qui garantissait la continuité de l'hégémonie de cette élite qui contrôlait politiquement la Hongrie était précisément que les Juifs ne pouvaient jamais être tenus pour des Hongrois, quel que fût leur degré d'assimilation. A cela s'ajoutait une idéologie antimoderniste qui proclamait que le capitalisme, les structures politiques libérales de type occidental ainsi que les conséquences de la modernisation telles que l'urbanisation ou la formation d'une culture urbaine de masse étaient opposés à la tradition et à l'esprit national hongrois. La modernisation entamée dans le pays à partir du XIXe siècle ne serait pas entrée dans l'évolution authentique de la Hongrie, elle aurait été importée par des étrangers et en particulier par les Juifs, et elle n'aurait servi que leurs intérêts. Leur acculturation avait été en fin de compte illusoire puisque les Juifs et les étrangers n'étaient pas en mesure d'assumer le caractère national ou la mentalité hongroise. L'antisémitisme n'avait dès lors plus pour seule cible les immigrants juifs galiciens portant encore leurs costumes traditionnels et refusant l'assimilation ; il visait aussi la classe moyenne, les citoyens juifs cosmopolites qui s'étaient intégrés à la société hongroise. Toujours selon la rhétorique nationaliste, leur présence provoquait une corrosion du caractère national, elle risquait de porter atteinte à son intégrité et de finir par le corrompre. Le nationalisme ne tarda finalement pas à rattraper les Juifs hongrois comme il l'avait fait en Pologne<sup>11</sup>.

L'antisémitisme était ainsi partie intégrante de cette variante de nationalisme, s'appuyant sur un riche fond chrétien d'antijudaïsme et de préjugés modernes dont une des idées forces était l'internationalisme juif, symbole de dégénérescence et de subversion supposées, ruinant par définition les bases de ces États incarnant des spécificités

<sup>9</sup> Konstanty Gebert, "Jewish Identities in Poland: New, Old, and Imaginary", dans Jonathan Webber (éd.), *Jewish Identities in the New Europe*, Londres, Washington, Oxford, Littman Library, 1994, p. 161-162. Voir aussi Jolanta Ambrosewicz-Jacobs et Annamaria Orla-Bukowska, "After the Fall: Attitudes Towards Jews in Post-1989 Poland", *Nationalities Papers* 26 (2), juin 1998, p. 265-282; Helena Datner-Spiewak, "A First Glance at the Results of the Survey Poles, Jews and Other Ethnic Groups", *East European Jewish Affairs* 23 (1), 1993, p. 33-48.

<sup>10</sup> András Kovács, "Changes in Jewish Identity in Modern Hungary", dans J. Webber (éd.), *op. cit.*, p.151. Voir aussi François Fejtő, *Hongrois et Juifs. Histoire millénaire d'un couple singulier (1000-1997)*, Paris, Balland, 1997.

<sup>11</sup> András Kovács, p. 150-153.

historico-nationales identifiées aux plus hautes valeurs morales. Indissociable composante de ce mythe de l'internationalisme, il y a bien sûr la fameuse collusion Juifs/communisme/Russie. Même si dans les premières décennies du XXe siècle les Juifs étaient présents, disproportionnellement à leur nombre au sein de la population, dans les mouvements révolutionnaires et socialistes, il s'agissait pourtant le plus souvent de Juifs ayant rompu avec leur judaïsme et cherchant dans ces courants des solutions universelles à leur condition en Europe<sup>12</sup>.

### UNE AIRE CULTURELLE DÉCIMÉE

Commençant dès la fin du XIXe siècle et se poursuivant dans l'entre-deux-guerres, principalement vers les États-Unis jusqu'aux limitations des années 1920, puis vers l'Europe occidentale, les vagues d'émigration successives, en particulier en provenance de Russie, de Roumanie et de Pologne, touchent surtout les communautés juives locales. La Seconde Guerre mondiale leur porte un coup fatal. En Pologne, sur 3 250 000 Juifs à la veille du conflit, il n'en restait en 1945 que 250 000. 85% des Juifs tchèques et slovaques, 75% des Juifs hongrois, 43% des Juifs

roumains y compris ceux des territoires annexés (Bessarabie, Bucovine et région de Dorohoi), 82% des Juifs yougoslaves avaient péri. En Bulgarie, les Juifs nationaux échappent à ce sort; mais ceux des territoires annexés de Thrace et de Macédoine, 12 000, ont été massivement déportés à Treblinka<sup>13</sup>. En revanche, les Juifs d'Albanie ne connaissent pas les affres de la déportation, le pays accueille même ceux qui fuient les zones sous contrôle allemand. A l'arrivée au pouvoir des Nazis en 1933, 503 000 Juifs vivaient en Allemagne. L'émigration vide le pays de ses Juifs. Ceux qui restent ne réussissent pas à échapper à la mort. On évalue à 180 000 le nombre de Juifs allemands qui périrent victimes des Nazis.

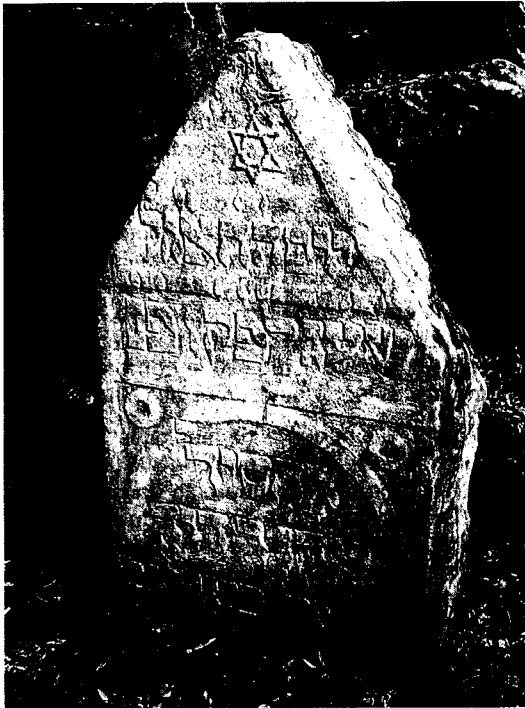
L'émigration continue à dépeupler la région de ses Juifs après la guerre; quelque 300 000 partent refaire leur vie en Palestine puis dans le nouvel État d'Israël. La première décennie du communisme vient déstabiliser la base socio-économique et la vie culturelle indépendante de ceux qui avaient choisi de rester. Les habitants non Juifs n'éprouvent ni remords ni compassion à l'endroit de ceux qui reviennent. Ceux-ci portaient sur eux une tragédie qu'on ne voulait pas approcher. On la fuyait plutôt que de la regarder en face, avec tout ce que cela impliquait de honte et de culpabilité. Les Polonais, comme d'autres populations locales, ne



Dans les années 1920, les membres du club sioniste de sport Maccabi. Collection privée

<sup>12</sup> A. W. M. Gerrits, *op. cit.*, p. 102-103.

<sup>13</sup> Jean-Christophe Attias et Esther Benbassa, *Dictionnaire de Civilisation juive*, Paris, Larousse, 1997, p.259-260.



Tombe juive dans le vieux cimetière de Prague. Collection Esther Benbassa

se considéraient pas moins victimes des Allemands. Ils étaient occupés à panser leurs propres blessures. De surcroît, les revenants souhaitaient recouvrer leurs biens, ce qui n'arrangeait guère ceux qui se les étaient appropriés à leur départ. De nombreux pogromes eurent lieu en Hongrie, en Slovaquie et en Pologne. C'est dans ce dernier pays que le pogrom de Kielce, de sinistre mémoire, coûta la vie à 40 Juifs en 1946; il fut suivi de vagues d'émigration continues. Il en fut de même ailleurs. 25% des Juifs survivants en Hongrie avaient quitté le pays en 1957<sup>14</sup>; les couches les plus religieuses de la population étaient parties les premières.

Les mariages exogames étaient nombreux, le communisme renforçait également cette tendance. Par ailleurs, comme dans la Hongrie de l'après-guerre, les Juifs qui voulaient se fondre dans le paysage local pouvaient le faire en rejoignant le parti communiste, dans l'espoir que celui-ci allait leur permettre d'achever enfin l'intégration souhaitée dans une société que celui-ci comptait changer. En fin de compte, ils résolurent leur problème d'identité en devenant communistes. Leur nouvelle foi devait les débarrasser de ce qu'il leur restait de juif, il n'y avait plus que les antisémites pour les considérer comme tels.

<sup>14</sup> A. Kovács, *op. cit.*, p. 153.

## SOUS LE RÉGIME COMMUNISTE

Pour la première fois de leur histoire dans cette partie de l'Europe, les Juifs accèdent au pouvoir politique, ce qui contribue à tisser le mythe du communisme juif. Dans ces régions détruites par la guerre et désormais sous domination soviétique, avec une classe dirigeante juive, les conditions étaient réunies pour nourrir largement l'antisémitisme populaire. L'opposition anticommuniste reproche aux Juifs leur connivence avec le stalinisme et leur attribue tous les maux du régime ainsi que ses dysfonctionnements. En Hongrie, le chef du parti communiste, Matyas Rakosi, et le chef de la police secrète étaient d'origine juive ainsi que d'autres leaders occupant des positions stratégiques. En Roumanie, Anna Pauker, issue d'une famille juive orthodoxe, dirige le pays entre 1947 et 1952. En Tchécoslovaquie, Staline fait faire le sale travail des purges, arrestations, confiscations de la fin des années 1940 par les leaders juifs du parti, dont son secrétaire général, Rudolph Slansky. En Pologne, les figures dominantes du communisme telles que Mine, Skryesiewski, Modielewski et Berman, étaient juives. Staline utilise finalement le ressentiment populaire contre les Juifs dans sa stratégie politique. Commencent alors les célèbres purges de Juifs, avec le procès de Prague ou procès Slansky, en 1952, l'un des premiers d'une série de procès antijuifs dans les pays satellites de l'URSS, qui vont cesser provisoirement, avec le décès de Staline en 1953.

La leçon politique de ce retournement sera retenue par les différentes strates des partis et de la police secrète pour être utilisée le moment venu. Les leaders post-staliniens "nationalisent" les cadres du parti. Même lorsque les Juifs disparaissent du pouvoir, la question juive reste à l'ordre du jour, qu'il s'agisse d'améliorer les relations du pays avec l'extérieur et son image à l'étranger, comme en Roumanie, ou de servir des objectifs politiques locaux, comme en Pologne où, en 1956, en 1968 puis en 1980-1982, les Juifs furent instrumentalisés par les élites communistes dans les luttes internes du parti. Leur assimilation totale ne les avait pas mis à l'abri de la discrimination et de la persécution. En Roumanie, le rabbin Moïse Rosen remplit le rôle d'ambassadeur non officiel de la cause roumaine à l'étranger; en contrepartie, les Juifs bénéficièrent d'une certaine latitude culturelle et religieuse. On leur laissa même l'option de l'émigration en maintenant des relations diplomatiques suivies avec Israël, ce qui n'empêcha pas le régime de promouvoir l'antisémitisme à l'intérieur de ses frontières.

TABLEAU DES ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES		
	<i>A la veille de la Seconde Guerre mondiale</i>	<i>1998-99</i>
Albanie	204	10
Allemagne	210 000 <sup>17</sup>	60 000
Bulgarie	50 000	3 000
Moldavie	250 000 (à l'époque Bessarabie)	18 000
Hongrie	403 000	70 000
Pologne	3 250 000	8 à 10 000
Roumanie	800 000	14 000
Tchécoslovaquie	350 000	<i>Slovaquie</i> 6 000 <i>Rép. tchèque</i> 5 000
Yougoslavie	82 242	5 à 6 000 avant 1991 et moins de la moitié aujourd'hui (Républiques de l'ex-Yougoslavie)



Le cimetière juif de Prague (1996).  
Collection E. Benbassa

Si le Juif était bel et bien présent, ou réactivé, quand il s'agissait de se battre contre des ennemis imaginaires ou réels, le communisme travaillait en même temps à faire disparaître toute référence à la judéité et aux Juifs. La seule possibilité qu'on leur laissait était l'assimilation à la société socialiste; de zélés communistes juifs firent ce qu'il fallait pour effacer le peu qui restait de vie juive dans ces pays après la guerre. La Shoah était devenue un sujet tabou, les Juifs ne devaient plus avoir aucune relation avec des organisations juives internationales dont certaines avaient activement œuvré à leur relèvement dans les premières années de l'après-guerre. Les organisations politiques juives étaient

tenues de fermer leurs portes, le sionisme était banni. Ainsi le stalinisme réussit-il à désarticuler complètement les structures communautaires.

Dans la plupart des pays situés derrière le rideau de fer, les Juifs changent de noms, ne disent pas à leurs enfants qu'ils sont juifs, certains vont jusqu'à la haine de soi, la haine d'être juif. Des failles apparaissent dans ces oublis, et la plupart du temps c'est l'extérieur qui les creuse. Lors des événements de 1968, ceux qui ont refusé de quitter la Pologne parce que cela signifiait renier tout ce qui avait construit leur façon d'être de l'après-guerre, leur être tout court, et renouer avec un judaïsme avec lequel ils ne se sentaient plus en phase, restent en continuant à occulter leur judéité. Ce n'est que dans la seconde moitié des années 1970 qu'on observe une certaine libéralisation, qu'on commence à mettre en question les vérités assénées par le communisme et à pourfendre les tabous. La judéité fait partie de ces tabous qui intéressent les Polonais en dissidence, auxquels se joignent les Polonais d'origine juive anxieux de redécouvrir leur héritage. Les semaines de culture juive en Pologne furent ainsi organisées par des intellectuels dissidents catholiques. L'Université juive volante de Varsovie encouragea cette attitude positive nouvelle, et elle poursuivit ses activités après le coup militaire de Jaruzelski, en 1981, en passant dans la clandestinité<sup>15</sup>.

<sup>15</sup> K. Gebert, *op. cit.*, p. 163-166.



Festivités du nouvel an juif à Budapest, Hongrie (1996). Tiré de "Shalom", 1996

En Tchécoslovaquie, dans les années 1960, le gouvernement fait quelques signes d'ouverture en autorisant aux Juifs certaines commémorations et des liens avec les organisations juives internationales. Cette libéralisation prend fin avec la Guerre des Six-Jours, lorsque le pays, à l'instar des autres satellites de l'Union soviétique, à l'exception de la Roumanie, rompt ses relations diplomatiques avec Israël. Dans le même temps, l'attitude moins hostile des dirigeants à l'égard des Juifs se concrétise par le retour d'un certain nombre d'entre eux à la vie publique. Avec l'arrivée de Dubček au pouvoir, on trouve des Juifs parmi les réformateurs du parti qui mettent en place les structures nécessaires à la démocratisation et à la décentralisation de l'économie. Le gouvernement accueille avec sympathie les demandes juives en vue d'une dénonciation du caractère antisémite du procès Slansky et de la réhabilitation des Juifs victimes de la politique conduite à l'époque. Mais la reprise en main par les Soviétiques fait à nouveau disparaître la vie juive, les hommes publics juifs sont exclus ou quittent le pays. Des intellectuels et écrivains juifs ayant participé au printemps de Prague se réfugient à l'étranger. A la fin des années 1980, l'esprit de la Charte 77 influence les jeunes Juifs qui

œuvrent à la publication clandestine de livres juifs<sup>16</sup>.

Alors que le judaïsme était plongé dans les ténèbres un peu partout à l'Est, en Roumanie, " Le Journal des Juifs roumains ", fondé par le grand rabbin Rosen en 1956, circulait à 10 000 exemplaires et maintenait le lien entre les membres de la communauté. En Yougoslavie, sous Tito, les Juifs jouissaient d'une totale liberté dans l'organisation de leur vie communautaire et dans leurs activités religieuses et culturelles ; ils avaient là le statut de minorité nationale, et non seulement religieuse, comme ailleurs dans le bloc communiste. Malgré l'extrême discrétion qui la caractérisait généralement, la vie juive ne connut donc pas la même évolution partout dans l'Est communiste.

### UN PASSÉ QUI NE PASSE PAS

S'il intègre bien des données nouvelles, tels ces sursauts de liberté auxquels les Juifs ne furent pas étrangers, ou encore un authentique réveil identitaire, le post-communisme continue de charrier, autour de la question juive, bien des traits hérités de l'ère communiste, voire pré-communiste.

<sup>16</sup> Murray Gordon, *The Jewish Community in the Czech and Slovak Federative Republic*, New York, The American Jewish Committee, 1990, p. 3-7.



La démocratisation en marche ne pouvait certes qu'être profitable aux Juifs qui avaient désormais la possibilité de redonner une impulsion à leur vie collective au-delà de la communauté de destin qui jusque-là les unissait. Elle leur offrait une liberté culturelle et politique dont ils avaient été privés pendant plusieurs décennies. Ils possédaient bien des organisations communautaires, mais elles avaient été longtemps soumises au pouvoir communiste et appliquaient les ordres venus d'en haut. Elles étaient en fait dirigées par de petits bureaucrates devenus les marionnettes des régimes en place, sans grand pouvoir réel. Parfois, certains d'entre eux avaient joui d'une plus grande influence, tel le grand rabbin de Roumanie Moïse Rosen, qui avait travaillé la main dans la main avec le régime de Ceaucescu et qui se disculpa ensuite en affirmant avoir acheté, grâce à ses bons services, l'émigration en Israël de milliers de Juifs – et de fait, sous son règne, quelque 100 000 eurent la possibilité de partir<sup>17</sup>. Tant bien que mal, ces chefs communautaires fort loyaux aux régimes avaient réussi à préserver, dans la mesure du possible, ce qui restait de judaïsme à l'Est.

Dès la chute du communisme, on les remplace rapidement. Les anciennes institutions sont éclipsées par d'autres plus actives. Des jeunes rejoignent les organismes communautaires autour d'activités culturelles. En Hongrie, par exemple, l'Association culturelle juive hongroise comptait au début de la libéralisation quelque 3 000 membres auxquels elle dispensait des cours de langues, d'histoire ou de sculpture<sup>18</sup>. Des clubs de sport de tendance sioniste Maccabi, des associations d'étudiants, des écoles, des maisons pour personnes âgées, des hôpitaux, et toute une série d'infrastructures destinées à la population juive fonctionnent aujourd'hui régulièrement. Dans ce pays, qui abrite une importante communauté à 80% regroupée à Budapest, la vie juive culturelle et religieuse est particulièrement dynamique. Dans la capitale, une vingtaine de syna-

gogues et d'oratoires sont en activité, auxquels il faut ajouter leurs homologues dans les principales villes de province. Même si une petite minorité est pratiquante, celle-ci est pour l'essentiel de tendance libérale. Quatre seulement de ces synagogues sont orthodoxes. Toujours à Budapest, on trouve une dizaine de boucheries kasher<sup>19</sup>. Le Musée juif de la ville possède de magnifiques collections.

La communauté juive roumaine, avec ses 14 000 âmes, dispose d'un nombre impressionnant de services sociaux, éducatifs, culturels, religieux et de santé. Le pays compte soixante-dix-huit synagogues dont certaines sont ouvertes tous les jours, d'autres seulement les samedis et les jours de fête. À Bucarest, quatre synagogues sont encore en activité<sup>20</sup>. La Moldavie, où résident à peine 18 000 Juifs, dont 15 000 rassemblés dans la capitale, Kishinev, outre les organismes habituels des communautés, abrite un groupe de musique juive et un périodique appelé *Yistoky*. Dans ce pays, le mouvement hassidique<sup>21</sup> fondamentaliste juif *Habad* (ou Loubavitch) est influent et actif, comme il l'est d'ailleurs en Russie, où il trouve un terrain propice à son activité prosélyte auprès des Juifs. En Pologne, qui ne compte plus que 8 000 Juifs, la Fondation Lauder, domiciliée aux États-Unis, sponsorise l'éducation juive. Et c'est là qu'est encore en activité le plus grand théâtre yiddish au monde, le théâtre Kaminska de Varsovie<sup>22</sup>.

La grande question qui se pose à l'intérieur de la plupart de ces communautés est l'âge élevé de leurs membres. En Hongrie, la moitié de la population juive est âgée de plus de 65 ans<sup>23</sup>. En Roumanie, 65% de la population juive a 60 ans et plus; on évalue à 1000 le nombre de décès annuels et à autant le nombre de ceux qui quittent le pays, en priorité les jeunes<sup>24</sup>. La majorité de la communauté juive de la République tchèque, 5 000 âmes, est également composée de personnes âgées. En Bulgarie, la situation est la

<sup>17</sup> *Id.*, *The Jewish Community of Romania*, New York, The American Jewish Committee, 1990, p. 2.

<sup>18</sup> Delphine Bechtel, "Les Juifs hongrois entre la libéralisation et l'antisémitisme", *Les Nouveaux Cahiers* (102), automne 1990, p. 6.

<sup>19</sup> De l'hébreu, littéralement "convenable, apte", à savoir rituellement autorisé; spécialement conforme à l'ensemble des prescriptions religieuses juives régissant l'alimentation.

<sup>20</sup> M. Gordon, *The Jewish Community of Romania*, *op. cit.*, p. 3-4.

<sup>21</sup> Le Hassidisme (de l'hébreu *hassid*, litt. "pieux") est un mouvement de masse d'inspiration mystique apparu au XVIII<sup>e</sup> siècle en Europe orientale. Le culte du *Tsadik* (litt. "juste"), chef charismatique autour duquel s'est organisée la vie des communautés hassidiques, et le caractère héréditaire de cette charge ont favorisé la cristallisation d'un grand nombre de dynasties et d'écoles, parfois rivales, entretenant des traditions spécifiques, et se distinguant jusque dans leur tenue vestimentaire.

<sup>22</sup> Site internet cité *supra*.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> M. Gordon, *The Jewish Community of Romania*, *op. cit.*, p. 3.

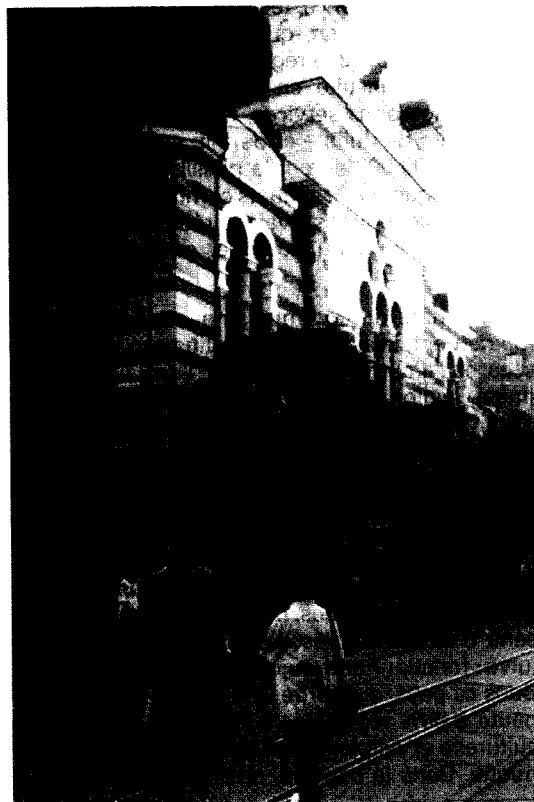
même. L'ancienne génération, qui parlait le judéo-espagnol, est en train de mourir. Les jeunes, qui ne connaissent plus cette langue juive ancestrale héritée du long séjour dans la péninsule Ibérique, partent en Israël. Quant à ceux qui appartiennent à la tranche d'âge intermédiaire, ils se battent contre le temps pour maintenir la langue et la culture judéo-espagnoles<sup>25</sup>.

Au vieillissement des communautés s'ajoute une forte émigration. Depuis 1989, 42 000 Juifs de Moldavie ont pris le chemin d'Israël. La conjoncture locale contribue elle aussi à la diminution de la population juive. Dans la République fédérale socialiste de Yougoslavie, avant 1991, les Juifs étaient organisés sous la bannière de la Fédération des communautés juives de Yougoslavie, avec quelque 5 742 membres sur les 7 500 Juifs de cinq des six républiques (au Monténégro, il n'y en a jamais eu). Actuellement, on trouve six organisations juives dispersées dans ces anciennes républiques. Une dispersion qui n'aide pas à faire face à la situation. La guerre civile a touché les Juifs comme le reste de la population. En 1992-1994, 1 065 Juifs bosniaques passent de la zone des combats à Belgrade ; la plupart se dispersent à travers le monde. Il ne reste en Bosnie que 400 à 700 personnes, principalement à Sarajevo. En Croatie, ils ne sont guère plus de 1500, pour la plupart à Zagreb. En Macédoine, ils sont installés à Skopje, où ils ne sont pas plus de 100. En Slovénie, à Ljubljana, il n'y avait qu'une cinquantaine de familles, et au Kosovo, on ne dénombrait que trente-huit Juifs. En 1999, en Serbie, pays qui abritait une population juive d'environ 3 500 personnes, et au Kosovo, les frappes de l'OTAN poussèrent la plupart à chercher refuge à Budapest ou à prendre le chemin de l'émigration définitive<sup>26</sup>.

### UNE SORTIE DU " MARRANISME<sup>27</sup> "

Aux problèmes concrets s'ajoute celui de l'identité juive. Comment revivre son judaïsme après tant d'années d'efforts accomplis pour l'oublier et

le faire oublier? Et surtout, comment se forger une identité juive positive? D'après une enquête menée en Hongrie au milieu des années 1980 auprès de 117 personnes, 7 seulement avaient conservé leurs liens avec la tradition juive ; 22 étaient à la recherche de leurs racines et s'intéressaient à l'histoire, à la culture et à la religion juives. Dans les années 1990, nombreux parmi les interviewés membres de la seconde génération, et en particulier parmi leurs enfants, étaient ceux qui avaient une relation plus étroite avec leur judaïsme. Dans ces pays de l'Est où les identités sont modelées par les défis extérieurs, la réappa-



Grande synagogue de Sofia, Bulgarie (1993).  
Collection Goldmann

<sup>25</sup> Charles Hoffman, *Gray Dawn. The Jews of Eastern Europe in the Post-Communist Era*, New York, HarperCollins Publishers, 1992, p. 235.

<sup>26</sup> Laslo Sekelj, *Antisemitism and Jewish Identity in Serbia after the 1991 Collapse of the Yugoslav State*, Jérusalem, The Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism, 1998, p. 1-3; Jennifer Golub, *The Jewish Dimension of the Yugoslav Crisis*, New York, The American Jewish Committee, 1992; Site internet cité *supra*.

<sup>27</sup> Le terme de " marrane " (*marrano* en espagnol) est dérivé de l'arabe, où il a plus largement le sens de " ce qui est interdit " (*mahram*). Il en vint à signifier " porc ", viande dont la consommation est prohibée aussi bien par le judaïsme que par l'islam, puis à désigner spécifiquement les *conversos*, Juifs ibériques convertis au christianisme, et leurs descendants, qui continuaient à judaïser en secret, derrière leur façade de bons catholiques. Entre le XVIe et le XVIIe siècle, persécutés par l'Inquisition, des milliers de marranes se dispersèrent dans les colonies hispano-portugaises, mais surtout en Europe du Nord et de l'Ouest, en Afrique du Nord et dans l'Empire ottoman. Beaucoup s'intégrèrent aux communautés sépharades déjà existantes et retournèrent ouvertement au judaïsme.

rition de l'antisémitisme après la chute du communisme joua un rôle d'aiguillon important dans l'expression identitaire juive, d'autant que les obstacles aux affirmations identitaires en général sont tombés. Quand les autres se forgent des identités nationales et minoritaires, le retour à la tradition religieuse juive semble une solution viable<sup>28</sup>. Désormais, les Juifs hongrois se considèrent comme des citoyens hongrois appartenant à la minorité ethnique juive comme d'autres appartiennent aux minorités allemande, slovaque ou tzigane<sup>29</sup>. Si cette tendance est la plus forte, les Juifs assimilés n'ont pas disparu, tels ces anciens cadres du parti qui se veulent des citoyens hongrois athées et ne souhaitent pas que leur origine juive soit évoquée. Certains enfin se reconnaissent dans une définition religieuse et se présentent comme des Hongrois de religion juive, comme d'autres sont catholiques ou protestants.

En Serbie, où l'ethno-nationalisme est devenu un élément important de la vie sociale, la réaction la plus naturelle est le retour à ses origines, à son ethnicité et à son héritage. C'est ce qui fait revenir les Juifs à leur communauté et redynamise la vie communautaire. La conformité aux critères de la loi religieuse, qui impose d'être né d'une mère juive, n'est en l'occurrence pas requise, et la communauté accepte comme Juif celui qui se déclare tel, ce qui facilite l'intégration et permet notamment d'inclure les conjoints non juifs des mariages exogames et les enfants issus de ces unions. Toujours en Serbie, la place désormais occupée par l'Église orthodoxe sur l'échiquier politique, au moins symboliquement, et celle, importante, qui revient à la pratique religieuse dans la vie sociale légitime et favorisent pour les Juifs l'observance du judaïsme. Jusqu'à l'exode récent, les synagogues n'étaient plus vides et l'assimilation était en recul par rapport au passé<sup>30</sup>.

Nombreux sont ceux pour qui l'identité juive s'exprime dans la solidarité contre l'antisémitisme. Ainsi en Pologne. Si Adam Michnik, pilier du mouvement *Solidarité*, s'accepte comme Juif et ne refuse pas, en 1991, la distinction de " Juif de l'année " qui lui est décernée par la Synagogue centrale de New York, c'est parce qu'il conçoit ses

liens avec le judaïsme comme fidélité à ses ancêtres assassinés dans les camps de la mort et comme partage de la souffrance juive, sans pour autant ressentir une quelconque solidarité avec la religion, la culture, la tradition juives ou avec l'État d'Israël<sup>31</sup>. Dans un pays où libéral devient synonyme de Juif et où l'on attribue facilement une ascendance juive à des membres de ce camp n'ayant en fait aucun rapport avec le groupe juif, des libéraux d'origine juive comme Boris Gerek et Adam Michnik ne pouvaient que sauter le pas et, de Juifs imaginaires, devenir Juifs tout court. Cette évolution n'est pas sans évoquer le retour au judaïsme de ces descendants de *conversos*<sup>32</sup> bons catholiques accusés par l'Inquisition espagnole de pratiquer en secret une religion abandonnée depuis des générations par leurs ancêtres. Cette identité par procuration est fort répandue dans les pays où il n'y a guère de Juifs, mais où la question juive est toujours à l'ordre du jour et l'antisémitisme populaire vivace.

En Bulgarie où, pendant le communisme, ils n'avaient pas caché leur judéité et avaient continué à porter des noms majoritairement sépharades, il est facile de repérer les Juifs dans la vie publique, d'autant que la conjoncture actuelle, malgré leur petit nombre, leur donne à nouveau la possibilité de se lancer dans la politique. Et ce n'est pas l'antisémitisme résurgent qui constitue le fondement de leur identité. Toutefois, là encore, dans un pays qui compte un million de Turcs et 600 000 Tsiganes, ils se définissent dans un cadre nationalo-ethnique plutôt que religieux ; de fait, leur pratique religieuse est peu développée<sup>33</sup>.

## L'ANTISÉMITISME, L'AUTRE FACE DE LA DÉMOCRATISATION

La libéralisation de la parole a également libéré l'antisémitisme. Jusque-là, " implicite, le repérage du Juif était invouable. Reconnaître publiquement être influencé dans ses actes et ses attitudes par l'origine d'autrui était, sinon inconcevable, du moins très risqué et considéré comme une transgression, sauf au cours des toutes dernières années du régime communiste " <sup>34</sup>. Mentionner

<sup>28</sup> A. Kovács, *op. cit.*, p. 158-159.

<sup>29</sup> D. Bechtel, *op. cit.*, p. 6

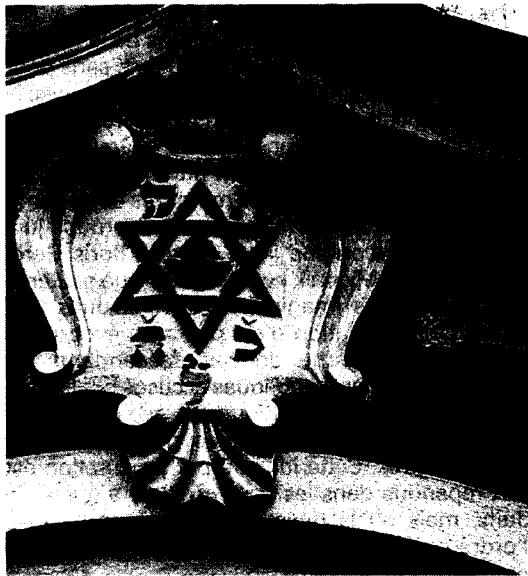
<sup>30</sup> L. Sekelj, *op. cit.*, p. 4-6.

<sup>31</sup> K. Gebert, *op. cit.*, p. 166-167.

<sup>32</sup> Voir *supra* note 28.

<sup>33</sup> C. Hoffman, *op. cit.* p. 238.

<sup>34</sup> Ildikó Szabó et Paul Wald, "Hongrie: antisémitisme ou anti-assimilationnisme?", *La Nouvelle Alternative* (26), juin 1992, p. 47; voir aussi András Kovács, *Antisemitic Prejudices in Contemporary Hungary*, Jérusalem, The Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism, 1999.



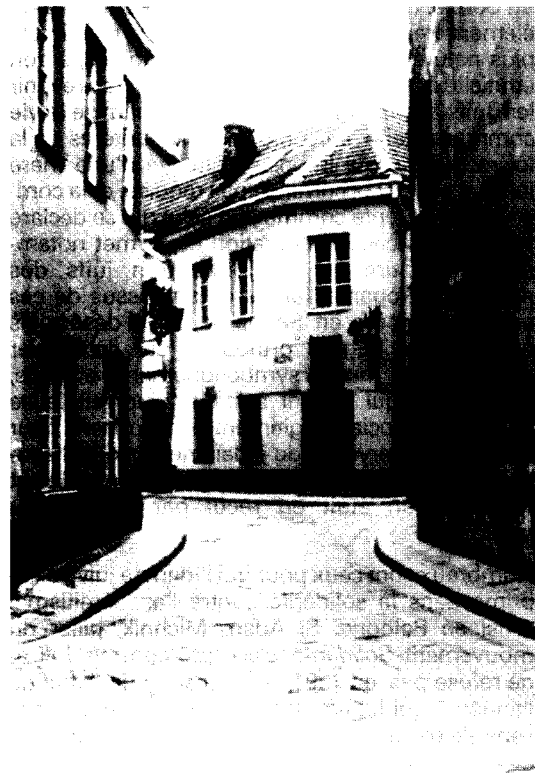
A Vilnius, Lituanie, la rue des juifs (1993).  
Collection Samuel Pintel

les traits positifs ou négatifs attribués aux Juifs n'était pas vraiment possible. L'affaiblissement du contrôle idéologique a favorisé la disparition de cet interdit. Et les actes d'inspiration antisémite commis aujourd'hui à l'Est ne sont guère différents dans leur forme de ceux qu'on rencontre régulièrement en Europe occidentale et aux États-Unis: graffitis, paroles non contrôlées, utilisation de stéréotypes, déprédations de tombes juives, vandalisme sur des monuments ou des biens juifs, hooliganisme, etc.

Si, depuis la libéralisation, les Juifs ont pu ériger des monuments à la mémoire des victimes du fascisme et du nazisme et honorer leurs morts, il reste que dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale ex-communistes ou non communistes, cette libéralisation n'a pas amené à une prise de conscience des atrocités de la guerre et du sort infligé aux Juifs<sup>35</sup>. La Roumanie n'a pas cessé de falsifier les chiffres des déportés, la Bulgarie clame toujours sa haute moralité pendant cette période. Des voix se font entendre ici et là pour que soit assumée la responsabilité morale des événements, mais elles ne sont pas assez énergiques, sauf bien sûr en ex-Allemagne de l'Ouest où un travail de mémoire a été conduit avec constance et cohérence, et où le souvenir de la Shoah est devenu central, parfois non sans excès, et non sans effets pervers sur certaines franges de la jeunesse allemande. En Allemagne

de l'Est, dès la chute du régime communiste, le Parlement, à sa première session, admit la responsabilité du peuple dans l'expulsion et le massacre en masse d'hommes, de femmes et d'enfants, accepta de payer des indemnités à Israël comme préalable à l'établissement des relations diplomatiques avec ce pays, et ouvrit ses portes aux Juifs fuyant l'antisémitisme en Union soviétique<sup>36</sup>. Ce qui n'empêcha pas les skinheads de pratiquer, avant la réunification, un antisémitisme de rue déjà très populaire après la Première Guerre mondiale. Ce phénomène persiste dans le nouveau contexte allemand, sans qu'on puisse le juger déterminant.

Un sondage effectué en janvier 1991 montrait que 32% des Slovaques manifestaient de la réticence à avoir des voisins juifs, tandis qu'en Pologne ce pourcentage s'élevait à 40%, en République tchèque à 20%, et en Hongrie à 17%. En Slova-



A Vilnius, Lituanie, la rue des juifs (1993).  
Collection Samuel Pintel

<sup>35</sup> Randolph L. Braham (éd.), *Anti-Semitism and the Treatment of the Holocaust in Postcommunist Eastern Europe*, New York, Columbia University Press, 1994.

<sup>36</sup> "The Long Shadow", *Newsweek*, 7 mai 1990, p. 37.

quie, après l'indépendance en 1993, les pourcentages étaient cependant plus bas qu'en Autriche où, à la même époque, 31% de la population continuaient à se déclarer hostiles à l'idée d'un voisinage juif. Aux États-Unis, on ne retrouvait cette attitude que chez 5% des personnes interrogées<sup>37</sup>.

L'antisémitisme populaire observé se nourrit notamment de la peur de l'avenir, des incertitudes économiques, et les couches les plus fragiles sont directement concernées. Point d'antisémitisme de masse pourtant, plutôt une tolérance à l'antisémitisme qui, dans un contexte de crise accrue, pourrait se révéler potentiellement dangereuse. Le danger venant des Juifs est perçu comme invisible, lié à une conspiration, où ils n'ont pas besoin d'être véritablement présents. Les stéréotypes anciens et les nouveaux se conjuguent, se ressourçant dans la tradition, le folklore, l'injure, le langage quotidien, et bien sûr les fantasmes autour d'un Juif le plus souvent mythique<sup>38</sup>. Complot et volonté de puissance, ces thèmes si courants dans l'entre-deux-guerres n'ont pas perdu de leur actualité. Les éditions des *Protocoles de Sion* se multiplient. C'est une conspiration juive ou franc-maçonne qui expliquerait les changements intervenus dans la région au cours des dernières années. Le Juif est à la fois le capitaliste d'aujourd'hui et le communiste d'hier, sources de tant de malheurs. En 1991-1993, entre 14 et 25% de la population slovaque répondaient que les Juifs avaient un grand pouvoir dans la vie économique et politique ; 5% le pensaient en République tchèque, 17% en Hongrie, et 26% en Pologne<sup>39</sup>. Un sondage de 1996 montrait que 37% des adultes polonais jugeaient que les Juifs avaient une trop forte influence sur l'économie, 39% évoquaient leur très grande influence dans la politique, et 28% dans les médias. Si l'on en croit les estimations les plus optimistes, il n'y a pas plus de 10 000 Juifs en Pologne ;

un adulte polonais sur quatre n'en croit pas moins que leur nombre va de 760 000 à 3,4 millions; un sur dix l'évalue entre 3,8 et 7,2 millions<sup>40</sup>. A cette ancienne mythologie s'ajoutent le rôle prépondérant joué par Israël et bien sûr le *Mossad*; les nouvelles organisations juives qui se mettent en place ne seraient que l'émanation de ce dernier. Cet antisémitisme populaire trouve sa meilleure expression dans la vente, dans les lobbys des hôtels polonais, de poupées représentant des Juifs brandissant une pièce de monnaie ou offrant un verre de bière. Vieux préjugés sur l'âpreté au gain des Juifs, tenus en outre pour responsables de l'alcoolisme polonais. Tout cela n'empêche pourtant pas les Polonais d'apprécier la nourriture juive, jugée délicieuse et bonne pour la santé, ou la musique klezmer<sup>41</sup>. Antisémitisme et philo-sémitisme cohabitent étrangement<sup>42</sup>.

Le nationalisme, si fortement ancré dans la culture politique des États de l'Est, fait son grand retour, glorifiant certaines pages d'histoire que le communisme avait disqualifiées. Ainsi, les périodes de dictature de droite ou de régime nazi sont réhabilitées. La réinstauration des valeurs et des mythes nationaux pousse à chanter la pureté ethnique et à promouvoir l'idée d'États mono-ethniques ne se définissant plus comme sociétés civiles. Des anciens de la *nomenklatura* se sont recyclés dans le nationalisme, et dans le contexte d'instabilité politique et sociale de pays comme la Hongrie, la Roumanie ou la Slovaquie, le discours chauviniste distinguant les authentiques habitants du pays et les autres, les étrangers, les Juifs, a le vent en poupe<sup>43</sup>. Des journaux extrémistes et xénophobes comme *România Mare*, *Europa*, *Política*, *Universal Bucurestilor*, *Spionaj-contraspionaj* en Roumanie le diffusent, mais des intellectuels néopopulistes contribuent également à l'étayer. En Hongrie par exemple, ce discours constitue l'assise intellectuelle des partis au pouvoir<sup>44</sup>. L'intelli-

<sup>37</sup> Zora Bútorová et Martin Bútorá, *Attitudes Toward Jews and the Holocaust in Independent Slovakia*, New York, The American Jewish Committee, 1995, p. 2-3. Se référer aussi à *id.*, *Wariness Toward Jews and "Postcommunist Panic" in Slovakia*, New York, The American Jewish Committee, 1992; *id.*, "A Wary Approach: Attitudes Towards Jews and Jewish Issues in Slovakia", *East European Jewish Affairs* 23 (1), été 1993, p. 5-20;

<sup>38</sup> Leon Volovici, *Antisemitism in Post-Communist Eastern Europe: A Marginal or Central Issue?*, Jérusalem, The Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism, 1994, p. 5.

<sup>39</sup> Z. Bútorová et M. Bútorá, *Attitudes...*, *op. cit.*, p. 6-7.

<sup>40</sup> Paul Zawadzki, "Antisémitisme en Pologne à l'heure de la transition vers le post-communisme (Légitimité démocratique ou légitimité ethnique)", *Lignes* (19), mai 1993, p. 139; voir aussi, Jolanta Ambrosewicz-Jacobs et Annamaria Orla-Bukowska, "After the Fall: Attitudes Towards Jews in Post-1989 Poland", *Nationalities Papers* 26 (2), juin 1998, p. 265-282; Helena Datner-Spiewak, "A First Glance at the Results of the Survey Poles, Jews and Other Ethnic Groups", *East European Jewish Affairs* 23 (1), 1993, p. 33-48.

<sup>41</sup> Terme yiddish, dérivé de l'hébreu *kli zemer* ("instrument de musique"), désignant la tradition musicale folklorique juive d'Europe orientale.

<sup>42</sup> George Jochnowitz, "Poland Post-1989: Jewish Life Without Jews", *Midstream*, janv. 1999, p. 29.

<sup>43</sup> L. Volovici, *op. cit.* p. 9-11.

<sup>44</sup> I. Szabó et P. Wald, *op. cit.*, p. 51.

gentsia polonaise aujourd'hui n'est pas davantage exempte d'antisémitisme, sans toutefois être consciente de ses mécanismes. Elle serait la première à être étonnée d'être traitée d'antisémite<sup>45</sup>. Une paranoïa collective inspire cet antisémitisme qui travaille toute la société dans cette période de transition. Parlant des antisémites en Roumanie, Andrei Cornea écrit: " Aujourd'hui, nos antisémites se considèrent calomniés aussitôt qu'on les accuse d'être antisémites " <sup>46</sup>. Les dérapages du côté de l'Église ne sont pas rares non plus. Mais dans le vide laissé par l'effondrement du communisme, l'Église s'est érigée en force triomphante que personne n'ose critiquer lorsque ces dérives ont lieu.

L'antisémitisme politique en vogue ne frappe pas davantage par sa nouveauté. Aujourd'hui, les politiciens de ces pays se proclament à qui mieux mieux "vrais Polonais" ou "Hongrois chrétiens", le christianisme entrant nécessairement dans l'équation du citoyen authentique. La manipulation politique de l'antisémitisme n'est pas seulement le fait des partis radicaux nationalistes et de leur presse. Dans les élections présidentielles de décembre 1990, en Pologne, les tenants de *Solidarité* et de Lech Walesa attribuaient une prépondérance judaïque à son concurrent Tadeusz Mazowiecki, par ailleurs bon catholique. On pouvait entendre dans les rues de Varsovie: " Walesa président! A bas les Juifs et leur Mazowiecki ! ". Il ne s'agit certes pas là tant de haine des Juifs que d'une " judaïsation " des objets de haine. Ceci n'est toutefois possible que dans un contexte où le stéréotype du Juif maléfique est ancré dans les mentalités. Accuser le pouvoir ou l'adversaire de judaïsme est un thème courant de l'antisémitisme polonais depuis que l'idéologie nationaliste érige la polonité en catégorie sociale<sup>47</sup>. Le père Henry

Jankowski, antisémite polonais de premier plan, proclamait en 1995 que ceux qui ne disaient pas s'ils venaient de Moscou ou d'Israël ne devaient pas être autorisés à gouverner. Toujours en Pologne, *Radio Maryja*, de tendance antisémite, accuse les libéraux d'être des Juifs, des francs-maçons et des staliniens<sup>48</sup>. Lech Walesa lui-même, qui ne peut être qualifié d'antisémite idéologique, n'hésita pas à utiliser l'antisémitisme comme arme politique pendant ses campagnes électorales.

Cette manipulation politique de l'antisémitisme concerne encore un groupe restreint mais non vraiment marginal de leaders comme C. V. Tudor en Roumanie, Istvan Csurka en Hongrie, ou Miroslav Sladek en République tchèque. Leur arrivée au centre serait un véritable danger. Hors de tout antisémitisme d'État, ces nouvelles nations démocratiques entretiennent par ailleurs des relations diplomatiques suivies avec Israël et l'on peut s'attendre à ce qu'une évolution plus nette encore dans le sens de la démocratie et de la stabilisation de la vie économique et sociale amène une accalmie, même si l'on peut admettre que le phénomène n'est pas encore préoccupant. En Hongrie, en République tchèque et en Pologne, on se montre beaucoup plus hostile aux Tsiganes, aux anciens officiels communistes, aux représentants des affaires internationales, aux Arabes, aux Russes et aux Noirs qu'aux Juifs<sup>49</sup>. Mais la question juive, ou si l'on préfère, la question antisémite, concerne aussi les Juifs, même peu nombreux, qui continuent à vivre dans ces régions. Et l'on peut se demander s'ils finiront par se sentir chez eux dans le nouveau contexte qui s'offre à eux, ou si, le cas échéant, ils ne préféreront pas partir.

<sup>45</sup> Abraham Brumberg, "L'intelligentsia polonaise et l'antisémitisme", *Les Temps Modernes* 46 (538), mai 1991, p. 138.

<sup>46</sup> Andrei Cornea, "Les deux paradoxes de l'antisémitisme en Roumanie", dans Alain Gresh (éd.), *À l'Est, les nationalismes contre la démocratie*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1993, p. 124.

<sup>47</sup> P. Zawadzki, *op. cit.*, p. 125, 130-131.

<sup>48</sup> G. Jochnowitz, *op. cit.*, p. 29-30.

<sup>49</sup> Renae Cohen et Jennifer L. Golub, *Attitudes Toward Jews in Poland, Hungary, and Czechoslovakia. A Comparative Survey*, New York, The American Jewish Committee, 1991.

Esther BENBASSA est directeur d'études à la Section des Sciences religieuses de l'Ecole Pratique des Hautes Études, où elle est titulaire de la chaire d'histoire du judaïsme moderne. Parmi ses ouvrages les plus récents : *Juifs des Balkans. Espaces judéo-ibériques, XIVe-XXe siècles*, Paris, La Découverte, 1993 (avec A. Rodrigue) ; *Dictionnaire de civilisation juive*, 2<sup>e</sup> éd. revue et corrigée, Paris, Larousse, 1998 ; *Histoire des Juifs de France*, 2<sup>e</sup> éd. revue et mise à jour, Seuil, 2000. *Israël, la terre et le sacré*, 2e éd., Paris, Flammarion, coll. Champs, 2001 ; *Les juifs ont-ils un avenir ?*, Paris, Lattès, 2001 (Les deux derniers avec J.-C. Attias). Elle a également publié, en codirection, *La haine de soi. Difficultés identités*, Bruxelles, Complexe, 2000.

## RÉSUMÉ/ABSTRACT

### **JUIFS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'ÈRE DU POSTCOMMUNISME**

par Esther BENBASSA

L'actuelle présence juive en Europe centrale et orientale offre une image bien pâle de ce qu'elle fut avant le génocide. Si démographiquement, la « question juive » ne peut donc plus se poser aujourd'hui comme avant la Seconde Guerre mondiale, lorsque les communautés comptaient plusieurs centaines de milliers de membres, elle ne s'en maintient pas moins politiquement sous des formes qui convergent dans la plupart de ces pays et qui puisent aux sources d'un antisémitisme fortement ancré au sein des populations locales. La vie juive en Europe centrale, orientale et balkanique, détruite par les Nazis, n'eut aucune chance de résurrection sous le stalinisme. Après un bref survol de l'avant-guerre et de la période communiste, cet article analyse d'une manière comparative ce que cette vie juive représente après la chute du communisme. L'antisémitisme sans Juifs n'est pas imaginaire mais bien réel dans ce contexte, même s'il est erroné de tout ramener à cela, selon une tendance saillante des travaux de ces dernières années, fortement influencés par le souvenir du passé. Le post-communisme continue certes de charrier, autour de la question juive, bien des traits hérités de l'ère communiste, voire pré-communiste. Cet article tente de les cerner et de préciser leurs retombées sur la déclinaison du judaïsme en Europe centrale et orientale. La démocratisation en marche ne pouvait certes qu'être profitable aux Juifs qui avaient désormais la possibilité de redonner une impulsion à leur vie collective au-delà de la communauté de destin qui jusque-là les unissait. Elle leur offrait une liberté culturelle et politique dont ils avaient été privés pendant plusieurs décennies. Aux problèmes concrets s'ajoute celui de l'identité juive. Comment revivre son judaïsme après tant d'années d'efforts accomplis pour l'oublier et le faire oublier? Et surtout, comment se forger une identité juive positive?

### **JEWES OF CENTRAL AND EASTERN EUROPE IN THE POST-COMMUNIST ERA**

by Esther BENBASSA

Jewish presence in central and eastern Europe is today just a pale reflection of what it was before the genocide. Although the "Jewish question" can therefore no longer be raised in the pre-war way when Jewish communities numbered in the hundreds of thousands it nevertheless survives politically in ways shared by most of these countries, stemming from a deeply rooted anti-Semitism within the local population. Jewish life in central, eastern, and Balkan Europe was destroyed by the Nazis and was given no chance of resurrection under Stalinism. After a brief overview of the pre-war and Communist periods, this article undertakes a comparative analysis of Jewish life after the fall of Communism. Here an anti-Semitism without Jews is not imaginary but real, even though it would be mistaken to reduce everything to this issue (a notable tendency with research of recent years, heavily influenced by memories of the past). When it comes to the Jewish issue, post-Communism of course continues to display many features of the Communist indeed, pre-Communist era. The article attempts to identify these features and explain their impact on the inflections of Judaism across central and eastern Europe. The democratization process now underway can only benefit the Jews, who henceforth have a chance to give a new thrust to their collective life, beyond the common fate that united them until now. Democracy offers Jews a cultural and political freedom that had been denied them for several decades. Concrete issues are accompanied by the question of Jewish identity: how can Judaism be revived after so many years of efforts to suppress it and forget it? Above all, how can a positive Jewish identity be forged?



L'ancienne synagogue de Viddin en Bulgarie (1994). © Collection Goldman. Voir l'article d'Esther Benbassa